



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 18/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TTM ENVIRONNEMENT**

297 Chemin de l'Ecluse  
ZI Pré à Varois  
54670 Custines

Références : 2025\_0275  
Code AIOT : 0006200137

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement TTM ENVIRONNEMENT implanté 297 Chemin de l'Ecluse ZI Pré à Varois 54670 Custines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TTM ENVIRONNEMENT
- 297 Chemin de l'Ecluse ZI Pré à Varois 54670 Custines
- Code AIOT : 0006200137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TTM Environnement est autorisée par l'arrêté préfectoral 2006-523 du 12 avril 2007 modifié à exploiter sur la commune de Custines, des installations de transit et traitement de déchets non dangereux de métaux, de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, de déchets non dangereux non inertes, ainsi qu'une installation de traitement de déchets non dangereux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage de déchets de plâtre	AP de Mise en Demeure du 13/04/2022, article 1	Sans objet
2	Rejet des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 13/04/2022, article 1	Sans objet
3	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 1.5.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022 (APMED 2022-0554) visant l'installation. Considérant le respect de ces prescriptions, il est proposé à Madame le Préfet de lever la mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Stockage de déchets de plâtre

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/04/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Stockage de déchets de plâtre
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société TTM [...] est mise en demeure [...] de transmettre à l'autorité administrative les éléments justifiant que : 1-1 : Le stockage de déchets de plâtre n'est pas exposé aux intempéries.
<b>Constats :</b>  L'inspection n'a pas constaté la présence de déchets de plâtre exposé aux intempéries au sein de l'installation. La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Rejet des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/04/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rejet des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société TTM [...] est mise en demeure [...] de transmettre à l'autorité administrative les éléments justifiant que : 1-2 : Les eaux pluviales ruisselant sur les aires de stockages extérieures, les aires de circulation, de stationnement, de chargement et de déchargement sont traitées par des dispositifs adaptés et qu'un nouveau contrôle de qualité des des eaux pluviales prélevées sur les 2 points de rejet a été

réalisé.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les réseaux associés aux deux points de rejets d'eaux pluviales de l'installation sont chacun équipés d'un séparateur/décanteur/débourbeur pour lesquels les raccordements définitifs ont été opérés en 2024. Ces équipements permettent désormais le traitement des eaux pluviales rejetées par chacun des deux points de rejets, en particulier vis à vis des matières en suspensions (MES). Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/08/2013 ont été abrogées au profit de celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/02/2024. Le rejet des eaux pluviales est désormais réglementé par ce dernier au travers de son article 3.2. En particulier, ils sont désormais visés par une surveillance, vis-à-vis de certains métaux, solvants et polluants spécifiques à l'activité de traitement de déchets de l'installation, en plus des paramètres physico-chimiques classiques que sont le pH, la température, les HCT, les MES, la DCO et la DBO5, historiquement réglementés avec des VLE identiques.</p> <p>L'exploitant a procédé à un prélèvement des eaux rejetées à chacun des deux points de rejets. L'analyse des prélèvements pratiqués sur le point de rejet 1 le 04/10/2024 et sur le point de rejet 2 le 19/12/2024, au regard de ces nouvelles dispositions, sont conformes.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, garantie financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les garanties financières définies par le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques suivantes : 2714 - 2716 - 2718 -2791 par les rubriques suivantes : 2714 - 2716 - 2718 - 2791.</p> <p>Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 235 315 € [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le décret n° 2024-742 du 06/07/2024 portant diverses dispositions d'application de la loi 2023-973 du 23 octobre 2023 dite « Industrie verte » abroge, par son article 64, les dispositions des arrêtés préfectoraux qui ont prescrit la constitution de garanties financières pour les installations mentionnées au 5° du R. 516-1, dans sa rédaction en vigueur à la veille de l'entrée en vigueur du décret susmentionné. L'installation relevait de cette catégorie, qui concernait les installations soumises à autorisation ou à enregistrement susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Cette catégorie d'installation n'est plus concernée par le dispositif de garanties financières. Cette disposition sera retirée de l'arrêté préfectoral d'autorisation lors d'une prochaine modification.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite